



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.021/4
du 22 avril 2013

advies 53.021/4
van 22 april 2013

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
le Code ferroviaire'

een voorontwerp van wet
'houdende de Spoorcodex'

et

en

un avant-projet de loi 'insérant
un titre 7/1 dans la loi portant
le Code ferroviaire, en ce qui
concerne les matières visées à
l'article 77 de la Constitution'

een voorontwerp van wet
'houdende invoeging van een
titel 7/1 in de wet houdende de
Spoorcodex, voor wat betreft
de aangelegenheden bedoeld in
artikel 77 van de Grondwet'

Le 11 mars 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 26 avril 2013 ^(*), sur un avant-projet de loi 'portant le Code ferroviaire' et sur un avant-projet de loi 'insérant un titre 7/1 dans la loi portant le Code ferroviaire, en ce qui concerne les matières visées à l'article 77 de la Constitution'.

Les avant-projets ont été examinés par la quatrième chambre le 22 avril 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 avril 2013.

^(*) Par lettre du Secrétaire d'État du 12 mars 2013.

*

Op 11 maart 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 26 april 2013 ^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende de Spoorcodex' en over een voorontwerp van wet 'houdende invoeging van een titel 7/1 in de wet houdende de Spoorcodex, voor wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 77 van de Grondwet'.

De voorontwerpen werden door de vierde kamer onderzocht op 22 april 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 april 2013.

^(*) Bij brief van Staatssecretaris van 12 maart 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique des avant-projets, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les avant-projets appellent les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

PORTÉE DES AVANT-PROJETS

1. Les avant-projets examinés visent à remplacer par un texte unique les trois lois suivantes, qui assurent, en droit belge, la transposition des différentes directives européennes visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'avant-projet :

- la loi du 4 décembre 2006 'relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire' (ci-après désignée : « L.U. ») ; la L.U. transpose la directive 91/440/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 'relative au développement de chemins de fer communautaires', la directive 95/18/CE du Conseil du 19 juin 1995 'concernant les licences des entreprises ferroviaires' et la directive 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 'concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire' ;

- la loi du 19 décembre 2006 'relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire' (ci-après désignée : « L.S. ») ; la L.S. transpose la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'concernant la sécurité des chemins de fer communautaires et modifiant la directive 95/18/CE du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires, ainsi que la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité' (directive sur la sécurité ferroviaire), la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 'relative à la certification des conducteurs de train assurant la conduite de locomotives et de trains sur le système ferroviaire dans la Communauté' et partiellement la directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 'relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté (refonte)' ;

- la loi du 26 janvier 2010 'relative à l'interopérabilité ferroviaire au sein de la Communauté européenne' (ci-après désignée : « L.I. ») ; la L.I. transpose la directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 'relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté (refonte)'.

Dans le cadre de cette démarche de codification, les dispositions des trois lois précitées ne subissent qu'un nombre limité de modifications, lesquelles sont clairement exposées dans le commentaire des articles, ainsi que dans le tableau de concordance (entre les dispositions du code en projet et les dispositions des trois lois précitées) qui y est joint. Ces modifications

visent principalement à parfaire la transposition des différentes directives visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'avant-projet.

2. Il convient dès lors de joindre aux tableaux de concordance précités de nouveaux tableaux de transposition, permettant d'établir – dans les deux sens – un lien direct entre les dispositions des avant-projets examinés et celles des directives dont ils assurent la transposition.

L'établissement de ces tableaux de transposition, dont les considérants de certaines des directives transposées encourageant la publication¹, permettra notamment d'aider les Chambres législatives à se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens mis en œuvre par l'auteur des avant-projets pour assurer la transposition des directives concernées et d'éviter que l'exercice du droit d'amendement inscrit dans l'article 76 de la Constitution ne dépasse pas les limites du pouvoir d'appréciation laissé aux États membres par le droit européen.

3. Pour ce qui concerne la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 'établissant un espace ferroviaire unique européen (refonte)' (ci-après la directive 2012/34/UE), au sujet de laquelle l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'avant-projet, énonce qu'il en opère la transposition partielle, la question se pose de savoir si cette transposition partielle ne concerne que les dispositions et annexes des directives 91/440/CE, 95/18/CE, et 2001/14/CE précitées, restées inchangées, ou si elle concerne également les dispositions et annexes nouvelles de la directive 2012/34/UE.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a précisé que seul l'article 3, 19°, et l'annexe 2 de la directive 2012/34/UE sont respectivement transposés à l'article 3, 11°, et à l'annexe 1 de l'avant-projet.

Il convient dès lors d'inclure cette directive dans les tableaux de transposition précités et de préciser, dans le commentaire de l'article 1^{er}, les dispositions de la directive 2012/34/UE qui font expressément l'objet de cette transposition partielle.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'avant-projet de loi portant le Code ferroviaire a été soumis à l'avis des gouvernements de région, par courrier daté du 24 janvier 2013. Ce dernier énonce :

« Eu égard au protocole de la Conférence Interministérielle de la Mobilité du 24 avril 2001, je vous saurais gré de bien vouloir me communiquer l'assentiment ou les remarques de votre Gouvernement dans un délai de 60 jours calendrier ».

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a fait savoir que seule la Région flamande a communiqué son avis positif en date du 29 avril 2013 et que les deux autres régions n'ont pas répondu dans le délai imparti.

Il y a donc lieu de considérer que la procédure d'association a été respectée.

¹ Voir notamment le considérant 29 de la directive 2007/59/CE, et le considérant 54 de la directive 2008/57/CE.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES
À L'AVANT-PROJET DE LOI 'PORTANT LE CODE FERROVIAIRE'
(Article 78 de la Constitution)

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 1^{er} ne peut être soustrait à la division en chapitres du titre 1^{er} – Dispositions générales –, de l'avant-projet. Au contraire, il doit, constituer la première disposition de son chapitre 1^{er}.

Article 2

La section de législation se demande pourquoi à l'article 2, § 1^{er}, 4°, de l'avant-projet, la deuxième phrase se réfère à l'article 68, § 1^{er}, 3°, et non à l'article 68, § 2, alinéa 3, et par ailleurs, vise l'article 68, § 2, alinéa 5 sans se référer à l'article 68, § 1^{er}, 6°.

Article 3

1. La définition des « Règles nationales techniques » figurant à l'article 3, 54°, de l'avant-projet se réfère à l'article 17, paragraphe 3, de la directive 2008/57/CE.

Dans un texte normatif de droit interne, il convient de faire référence à la norme nationale qui transpose, dans cet ordre juridique, la disposition d'une directive, plutôt que d'y viser cette dernière. Cependant, il en va différemment lorsque l'on entend viser l'ensemble des normes ou mesures d'exécution prises, dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne, en application de la directive concernée. Toutefois, la disposition n'a pas cette portée.

L'article 3, 54°, sera revu à la lumière de cette observation.

2. L'article 3, 56°, doit être rédigé de telle sorte que la définition qu'il contient ne s'applique que sur le réseau ferroviaire belge.

3. Enfin, la section de législation se demande s'il est nécessaire d'établir deux définitions, l'une des « Règles de sécurité » au 55° et l'autre des « Règles nationales de sécurité » au 56°.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que ces deux définitions sont particulièrement importantes pour la compréhension des dispositions de l'avant-projet qui se réfèrent à ces deux notions de « Règles de sécurité » et de « Règles nationales de sécurité » sans qu'il soit toujours aisé de comprendre la portée exacte de ces dispositions compte tenu de l'utilisation de l'une ou l'autre notion.

Chapitre 5

« Redevances d'utilisation infrastructure ferroviaire »

Dans la version française de l'intitulé, il y a lieu d'insérer une préposition.

Article 59

Dans la version française, au paragraphe 1^{er}, il convient d'écrire « du présent article » au lieu « de cet article ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 76, § 5, alinéa 3, de l'avant-projet.

Article 62

1. Au paragraphe 3, 2^o, les mots « de la présente loi » doivent être remplacés par les mots « du présent code ».
2. Au paragraphe 3, 4^o, il convient de préciser que la loi sur la protection de la concurrence économique, a été coordonnée le 15 septembre 2006.
3. Au paragraphe 3, 6^o, les mots « du présent Code ferroviaire » sont inutiles lorsqu'il s'agit dans le code de renvoyer à un article du même code.

Cette observation vaut pour la suite de l'avant-projet ².

Article 70

L'article 70, §§ 2 et suivants, de l'avant-projet reprend le prescrit de l'article 27 de la L.U. L'énumération figurant à l'article 70, § 5, ne reprend toutefois pas le point « 3^o requérir la force publique », de l'énumération existant à l'article 27, § 2, de la L.U.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, le commentaire de l'article 70 sera complété pour fournir l'explication nécessaire.

Article 71

Dans la version française, il convient de remplacer les mots « des MSC » par les mots « aux MSC ».

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 72, a). Voir notamment les articles 132, § 4, alinéa 2, 168, §§ 1^{er}, 3 et 6, 172, § 2, 180, 186, 193, § 5, l'intitulé du chapitre 4 du titre 7 et l'article 220, alinéa 1^{er}.

Article 73

L'article 73, § 2, de l'avant-projet, reprend le prescrit de l'article 11, § 2, de la L.S., inséré par la loi du 29 décembre 2010 'portant des dispositions diverses (1)'. La période de dix-huit mois après l'entrée en vigueur de cette dernière étant échue, il n'y a cependant plus lieu de s'y référer. La rédaction de l'article 73, § 2, sera donc simplifiée sur ce point et rédigée à l'indicatif présent.

Article 80

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, fait référence à la certification prévue à l'article 74, 9° et 11°, pour laquelle est prévue la perception d'une redevance.

La section de législation se demande si « les tâches relatives à la certification des conducteurs de train visée au titre 5 [du Code ferroviaire] » prévues à l'article 74, § 1^{er}, 10°, donnent lieu à la perception d'une redevance par l'autorité de sécurité.

Article 99

L'article 99, § 2, alinéa 2 de l'avant-projet correspond à l'article 27, § 2, b), deuxième phrase, de la L.S.

La section de législation observe cependant que la phrase suivante « La certification est fondée sur la documentation soumise par l'entreprise ferroviaire conformément à l'annexe IV » est omise.

Le commentaire de l'article gagnerait à s'en expliquer.

Article 161

Il convient de remplacer les mots « de la loi » par les mots « du présent code » et à la fin de la phrase de supprimer le mot « ferroviaire ».

Articles 222 à 224

1. Les dispositions transitoires des articles 222 à 224 de l'avant-projet doivent être déplacées pour figurer après les dispositions abrogatoires (article 225).

2. En outre, elles gagneraient à être revues afin, d'une part, de ne pas y reprendre celles des dispositions transitoires de la L.U. et de la L.S. qui ont cessé de produire leurs effets, et, d'autre part, d'y mentionner directement les différentes dates de mise en application

échelonnée des dispositions nouvelles qui seraient maintenant devenues totalement déterminables³.

3. À l'article 223 de l'avant-projet, il convient de se référer aux dispositions du titre 5 – Certification des conducteurs de train et des autres personnels de bord assurant des tâches déterminantes pour la sécurité –, plutôt qu'aux dispositions du Titre 4 – Sécurité d'exploitation de l'infrastructure ferroviaire –.

OBSERVATION FINALE

L'avant-projet contient quelques fautes de grammaire de typographie et de ponctuation. Sa rédaction doit être revue également afin d'en assurer une lisibilité sans faille.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES

À L'AVANT-PROJET DE LOI INSÉRANT UN TITRE 7/1 DANS LA LOI DU (...) PORTANT LE CODE FERROVIAIRE, EN CE QUI CONCERNE LES MATIÈRES VISÉES À L'ARTICLE 77 DE LA CONSTITUTION

OBSERVATION PRÉALABLE

Afin que l'article 1^{er} du code rende compte de sa nature, il convient que son article 1^{er}, alinéa 1^{er}, soit modifié par une nouvelle disposition insérée dans cet avant-projet-ci pour modifier l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du code afin d'y mentionner que son titre 7/1, intitulé Contrôle juridictionnel, règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

À l'article 1^{er} de l'avant-projet examiné, il convient de viser l'article 77 de la Constitution, et non l'article 78.

Article 2

1. Dans le membre de phrase liminaire de l'article 2 de l'avant-projet, il convient de remplacer les mots « un titre 6/1 » par les mots « un titre 7/1 ».

2. À l'article 221/3, en projet, de la loi portant le Code ferroviaire, il convient de corriger les références faites aux articles 11, 12 et 13, qui se réfèrent à la numérotation du

³ Notamment les dates définies par rapport à l'établissement des registres visés aux articles 132 et 140, de l'avant-projet (articles 37/6 et 37/14 de la L.S., insérés par la loi du 26 janvier 2010, en vigueur le 30 octobre 2011).

dispositif de la L.S. De l'accord du fonctionnaire délégué, il convient d'y viser les articles 74, 75 et 77 de l'avant-projet.

3. À l'article 221/4, alinéa 6, en projet, il convient de viser l'article 74, § 1^{er}, 13°. Il conviendrait d'y viser également l'article 111, § 1^{er}, 5°.

4. Lorsqu'une loi insère dans une autre une nouvelle division comprenant plusieurs articles, il faut rédiger, d'une part, un article qui insère la nouvelle division avec son intitulé⁴ et, d'autre part, un article séparé pour chaque nouvel article qui fait partie de celle-ci⁵. Cette méthode est imposée par le principe de vote article par article inscrit à l'article 76, alinéa 1^{er}, de la Constitution. Elle a, en outre, l'avantage d'offrir une vue claire de toutes les modifications effectuées.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 118 et formule F 4-2-11-2.

⁵ *Ibid.*, formule F 4-2-10-2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de voorontwerpen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de voorontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

STREKKING VAN DE VOORONTWERPEN

1. De voorliggende voorontwerpen strekken ertoe de drie volgende wetten, waarbij de verschillende Europese richtlijnen genoemd in artikel 1, tweede lid, van het voorontwerp, in het Belgisch recht worden omgezet, door één enkele tekst te vervangen:

- de wet van 4 december 2006 ‘betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur’ (hierna “W.G.” genoemd); de W.G. voorziet in de omzetting van richtlijn 91/440/EEG van de Raad van 29 juli 1991 ‘betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap’, van richtlijn 95/18/EG van de Raad van 19 juni 1995 ‘betreffende de verlening van vergunningen aan spoorwegondernemingen’ en van richtlijn 2001/14/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 februari 2001 ‘inzake de toewijzing van spoorweginfrastructuurcapaciteit en de heffing van rechten voor het gebruik van spoorweginfrastructuur’;

- de wet van 19 december 2006 ‘betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen’ (hierna “W.E.” genoemd); de W.E. voorziet in de omzetting van richtlijn 2004/49/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 ‘inzake de veiligheid op de communautaire spoorwegen en tot wijziging van richtlijn 95/18/EG van de Raad betreffende de verlening van vergunningen aan spoorwegondernemingen, en van richtlijn 2001/14/EG van de Raad inzake de toewijzing van spoorweginfrastructuurcapaciteit en de heffing van rechten voor het gebruik van spoorweginfrastructuur alsmede inzake veiligheidscertificering’ (spoorwegveiligheidsrichtlijn), en van richtlijn 2007/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 ‘inzake de certificering van machinisten die locomotieven en treinen op het spoorwegsysteem van de Gemeenschap besturen’, en in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2008/57/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 2008 ‘betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Gemeenschap (herschikking)’;

- de wet van 26 januari 2010 ‘betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Europese Gemeenschap’ (hierna “W.I.” genoemd); de W.I. voorziet in de omzetting van richtlijn 2008/57/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 2008 ‘betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Gemeenschap (herschikking)’;

De bepalingen van de drie voornoemde wetten worden bij deze codificatie slechts in beperkte mate gewijzigd. Die wijzigingen worden duidelijk toegelicht in de artikelsgewijze

commentaar en in de daarbij gevoegde concordantietabel (waarin wordt aangegeven met welke bepalingen van de drie voornoemde wetten de bepalingen van de ontworpen codex overeenstemmen). Ze strekken er voornamelijk toe de omzetting van de verschillende richtlijnen genoemd in artikel 1, tweede lid, van het voorontwerp te vervolledigen.

2. Bijgevolg dienen bij de voornoemde concordantietabellen, nieuwe omzettingstabellen te worden gevoegd op basis waarvan – in beide richtingen – een rechtstreeks verband kan worden gelegd tussen de bepalingen van de voorliggende voorontwerpen en die van de richtlijnen die bij die voorontwerpen worden omgezet.

Het opstellen van die omzettingstabellen – in de considerans van sommige omgezette richtlijnen worden de lidstaten aangespoord om deze openbaar te maken¹ - zal het meer bepaald gemakkelijker maken voor de wetgevende kamers om zich met kennis van zaken uit te spreken omtrent de keuze van de middelen die de steller van de voorontwerpen aanwendt om de desbetreffende richtlijnen om te zetten en om te voorkomen dat bij de uitoefening van het amenderingsrecht vastgelegd in artikel 76 van de Grondwet de grenzen worden overschreden van de beoordelingsruimte die het Europese recht biedt aan de lidstaten.

3. Wat betreft richtlijn 2012/34/EU van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 ‘tot instelling van één Europese spoorwegruijme (herschikking)’ (hierna richtlijn 2012/34/EU genoemd), dat luidens artikel 1, derde lid, van het voorontwerp gedeeltelijk wordt omgezet bij het voorontwerp, rijst de vraag of die gedeeltelijke omzetting alleen betrekking heeft op de bepalingen van en de bijlagen bij de voornoemde richtlijnen 91/440/EG, 95/18/EG en 2001/14/EG, die ongewijzigd zijn gebleven, dan wel of deze ook betrekking heeft op de nieuwe bepalingen van en bijlagen bij richtlijn 2012/34/EU.

De gemachtigde ambtenaar heeft, toen de vraag hem is voorgelegd, gepreciseerd dat alleen artikel 3, 19°, van en bijlage 2 bij richtlijn 2012/34/EU respectievelijk omgezet worden in artikel 3, 11° van en in bijlage 1 bij het voorontwerp.

Die richtlijn moet dan ook in de voornoemde omzettingstabellen worden opgenomen en in de commentaar bij artikel 1 moeten de bepalingen van richtlijn 2012/34/EU worden genoemd waarop die gedeeltelijke omzetting specifiek slaat.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is het voorontwerp van wet houdende de Spoorcodex voor advies voorgelegd aan de gewestregeringen bij brief van 24 januari 2013. In die brief staat het volgende:

“Gelet op het protocol van de Interministeriële Conferentie voor Mobiliteit, Infrastructuur en Communicatie van 24 april 2001, vernam ik graag de instemming of de opmerkingen van uw Regering binnen 60 kalenderdagen.”

¹ Zie onder meer overweging 29 van richtlijn 2007/59/EG en overweging 54 van richtlijn 2008/57/EG.

De gemachtigde ambtenaar heeft, toen hem daarnaar is gevraagd, laten weten dat alleen het Vlaams Gewest op 29 april 2013 een positief advies heeft toegestuurd, en dat de overige twee gewesten niet binnen de gestelde termijn hebben geantwoord.

Er kan dus van uitgegaan worden dat de procedure inzake het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van een regelgevende tekst in acht genomen is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN BETREFFENDE HET
VOORONTWERP VAN WET 'HOUDENDE DE SPOORCODEX'
(Artikel 78 van de Grondwet)

DISPOSITIEF

Artikel 1

Artikel 1 mag niet buiten de indeling in hoofdstukken gehouden worden van titel 1 – Algemene bepalingen – van het voorontwerp. Het moet de eerste bepaling vormen van hoofdstuk 1 van die titel.

Artikel 2

De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom de tweede zin van artikel 2, § 1, 4°, van het voorontwerp verwijst naar artikel 68, § 1, 3°, en niet naar artikel 68, § 2, derde lid, en daarnaast naar artikel 68, § 2, vijfde lid, zonder te verwijzen naar artikel 68, § 1, 6°.

Artikel 3

1. In de definitie van “nationale technische voorschriften” in artikel 3, 54°, van het voorontwerp wordt verwezen naar artikel 17, lid 3, van richtlijn 2008/57/EG.

In een internrechtelijke regelgevende tekst moet verwezen worden naar de nationale rechtsregel die, in de interne rechtsorde, de bepaling van een richtlijn omzet, en niet naar die richtlijn. Dat is evenwel niet het geval wanneer het de bedoeling is te verwijzen naar de gezamenlijke regels of uitvoeringsmaatregelen die in alle lidstaten van de Europese Unie uitgevaardigd zijn met toepassing van de betreffende richtlijn. De voorliggende bepaling heeft evenwel niet die strekking.

Artikel 3, 54°, moet in het licht van die opmerking worden herzien.

2. Artikel 3, 56°, moet zo worden gesteld dat de definitie die daarin wordt gegeven alleen geldt voor het Belgische spoorwegnet.

3. De afdeling Wetgeving vraagt zich ten slotte af of het nodig is twee definities te geven, één voor de “veiligheidsvoorschriften” in onderdeel 55°, en de andere voor de “nationale veiligheidsvoorschriften” in onderdeel 56°.

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat die twee definities bijzonder belangrijk zijn voor een goed begrip van de bepalingen van het voorontwerp waarin naar die twee begrippen, “veiligheidsvoorschriften” en “nationale veiligheidsvoorschriften”, verwezen wordt, terwijl het niet altijd eenvoudig is uit te maken wat de precieze strekking is van die bepalingen doordat ze het ene of het andere begrip hanteren.

Hoofdstuk 5

“Retributies voor het gebruik van de infrastructuur”

In de Franse versie van het opschrift moet een voorzetsel worden toegevoegd.

Artikel 59

In de Franse versie dient in paragraaf 1 “du présent article” geschreven te worden in plaats van “de cet article”.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 76, § 5, derde lid, van het voorontwerp.

Artikel 62

1. In paragraaf 3, 2°, behoren de woorden “van deze wet” vervangen te worden door de woorden “van deze codex”.

2. In paragraaf 3, 4°, behoort te worden gepreciseerd dat de wet op de bescherming van de economische mededinging, gecoördineerd werd op 15 september 2006.

3. In paragraaf 3, 6°, zijn de woorden “van deze Spoorcodex” zinloos, aangezien in de codex verwezen wordt naar een artikel van dezelfde codex.

Deze opmerking geldt voor het vervolg van het voorontwerp².

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 72, a).
Zie inzonderheid de artikelen 132, § 4, tweede lid, 168, §§ 1, 3 en 6, 172, § 2, 180, 186, 193, § 5, het opschrift van hoofdstuk 4 van titel 7 en artikel 220, eerste lid.

Artikel 70

In artikel 70, §§ 2 en volgende, van het voorontwerp wordt het bepaalde in artikel 27 van de W.G. overgenomen. In de opsomming in artikel 70, § 5, wordt punt “3° de openbare macht vorderen” uit de bestaande opsomming in artikel 27, § 2, van de W.G., evenwel niet overgenomen.

De gemachtigde ambtenaar heeft ermee ingestemd om de bespreking van artikel 70 te vervolledigen met de vermelding van de vereiste uitleg.

Artikel 71

In de Franse versie behoren de woorden “des MSC” vervangen te worden door de woorden “aux MSC”.

Artikel 73

In artikel 73, § 2, van het voorontwerp wordt het bepaalde in artikel 11, § 2, van de W.E. , ingevoegd bij de wet van 29 december 2010 ‘houdende diverse bepalingen (1)’, overgenomen. Aangezien de periode van achttien maanden na de inwerkingtreding van deze wet, verlopen is, behoort er evenwel niet meer naar verwezen te worden. Artikel 73, § 2, dient dus in dat opzicht eenvoudiger en in de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gesteld.

Artikel 80

In paragraaf 1, eerste lid, wordt verwezen naar de certificering waarvan sprake in artikel 74, 9° en 11°, waarvoor in de inning van een retributie wordt voorzien.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of “de taken betreffende de certificering van de treinbestuurders bedoeld in titel 5, [van de Spoorcodex]”, bedoeld in artikel 74, § 1, 10°, aanleiding geven tot de inning van een retributie door de veiligheidsinstantie.

Artikel 99

Artikel 99, § 2, tweede lid, van het voorontwerp stemt overeen met artikel 27, § 2, b), tweede zin, van de W.E.

De afdeling Wetgeving merkt evenwel op dat de zin “De certificering is gebaseerd op de documentatie die door de spoorwegonderneming werd verstrekt overeenkomstig bijlage IV” geschrapt is.

Het verdient aanbeveling om dit toe te lichten in de bespreking van het artikel.

Artikel 161

De woorden “van de wet” behoren vervangen te worden door de woorden “van deze codex” en aan het eind van de zin moet het woord “Spoorcodex” vervangen worden door het woord “codex”.

Artikelen 222 tot 224

1. De overgangsbepalingen van de artikelen 222 tot 224 van het voorontwerp behoren ingevoegd te worden na de opheffingsbepalingen (artikel 225).
2. Bovendien verdient het aanbeveling om deze te herzien teneinde daarin, enerzijds, niet de overgangsbepalingen over te nemen van de W.G. en de W.E. die geen enkele uitwerking meer hebben, en er anderzijds, onmiddellijk melding te maken van de onderscheiden data van de in de tijd gespreide toepassing van de nieuwe bepalingen die nu perfect kunnen worden bepaald³.
3. In artikel 223 van het voorontwerp behoort eerder verwezen te worden naar de bepalingen van titel 5 – Certificering van treinbestuurders en ander treinpersoneel dat voor de veiligheid cruciale taken verricht – dan naar de bepalingen van Titel 4 – Exploitatieveiligheid van de spoorweginfrastructuur –.

SLOTOPMERKING

Het voorontwerp bevat een aantal fouten op het vlak van de grammatica, de typografie en de interpunctie. De redactie ervan zou moeten worden herzien, ook om te zorgen voor een vlotte leesbaarheid.

BIJZONDERE OPMERKINGEN BETREFFENDE HET VOORONTWERP VAN WET HOUDENDE INVOEGING VAN EEN TITEL 7/1 IN DE WET VAN (...) HOUDENDE DE SPOORCODEX, VOOR WAT BETREFT DE AANGELEGENHEDEN BEDOELD IN ARTIKEL 77 VAN DE GRONDWET

VOORAFGAANDE OPMERKING

Opdat de strekking van artikel 1 van de codex duidelijk wordt, behoort dat artikel 1, eerste lid, gewijzigd te worden door een nieuwe bepaling die ingevoegd wordt in dat voorontwerp en die strekt tot wijziging van artikel 1, eerste lid, van de codex, zodat daarin vermeld wordt dat titel 7/1 ervan, met het opschrift “Rechterlijke toetsing”, een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

³ Inzonderheid de data die bepaald worden in het licht van het opmaken van de registers bedoeld in de artikelen 132 en 140 van het voorontwerp (artikelen 37/6 en 37/14 van de W.E., ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010, geldend op 30 oktober 2011).

DISPOSITIEFArtikel 1

In artikel 1 van het thans voorliggende voorontwerp behoort verwezen te worden naar artikel 77 van de Grondwet, en niet naar artikel 78.

Artikel 2

1. In de inleidende zinssnede van artikel 2 van het voorontwerp behoren de woorden “een titel 6/1” vervangen te worden door de woorden “een titel 7/1”.
2. In het ontworpen artikel 221/3 van de wet houdende de Spoorcodex, behoren de verwijzingen naar de artikelen 11, 12 en 13, waarin teruggегреpen wordt naar de nummering van het dispositief van de W.E., verbeterd te worden. De gemachtigde ambtenaar heeft ermee ingestemd dat daarin verwezen zou worden naar de artikelen 74, 75 en 77 van het voorontwerp.
3. In het ontworpen artikel 221/4, zesde lid, dient verwezen te worden naar artikel 74, § 1, 13°. Er behoort daarin eveneens verwezen te worden naar artikel 111, § 1, 5°.
4. Wanneer een wet in een andere wet een nieuwe indeling invoegt die verschillende artikelen bevat, moet enerzijds een artikel worden geredigeerd waarbij de nieuwe indeling met het opschrift ervan⁴ wordt ingevoegd en, anderzijds, een afzonderlijk artikel voor elk nieuw artikel dat er deel van uitmaakt⁵. Deze werkwijze is nodig gezien het principe van de artikelsgewijze stemming, dat gehuldigd wordt in artikel 76, eerste lid, van de Grondwet. Ze heeft bovendien als voordeel dat aldus een duidelijk overzicht wordt geboden van alle aangebrachte wijzigingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 118 en formule F 4-2-11-2.

⁵ *Ibid.*, formule F 4-2-10-2